

AUSTRALIE - SUBVENTIONS ACCORDEES AUX PRODUCTEURS  
ET EXPORTATEURS DE CUIR POUR AUTOMOBILES

Demande de consultations présentée par les Etats-Unis

La communication ci-après, datée du 10 novembre 1997, adressée par la Mission permanente des Etats-Unis à la Mission permanente de l'Australie et à l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

Les autorités de mon pays m'ont chargé de demander l'ouverture de consultations avec le gouvernement australien conformément aux articles premier et 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, à l'article 4.1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("Accord SMC") et à l'article 30 de l'Accord SMC (dans la mesure où il incorpore par référence l'article XXIII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994), au sujet de subventions prohibées accordées aux producteurs et exportateurs australiens de cuir pour automobiles, y compris les subventions accordées à Howe Leather. Les Etats-Unis croient savoir que les subventions prohibées accordées à Howe Leather comprennent l'octroi par le gouvernement australien d'un prêt de 25 millions de dollars australiens à des conditions préférentielles et non commerciales et des dons s'élevant potentiellement à 30 millions de dollars australiens.

Pour les Etats-Unis, il apparaît que ces mesures sont contraires aux obligations qui découlent pour le gouvernement australien de l'article 3 de l'Accord SMC. Les Etats-Unis estiment que, étant donné leurs modalités et les circonstances dans lesquelles elles ont été accordées, les subventions accordées à Howe Leather peuvent constituer des subventions "subordonnées, ... en fait, ... aux résultats à l'exportation" au sens de l'article 3.1 a) et de la note de bas de page 4 de l'Accord SMC. Les Etats-Unis considèrent que les avantages qui découlent pour eux directement ou indirectement de l'Accord SMC sont annulés ou compromis du fait que le gouvernement australien ne respecte pas ses obligations au titre de l'article 3 de l'Accord SMC. Les Etats-Unis se réservent le droit de soulever des points de fait ou de droits additionnels au cours des consultations.

Nous attendons votre réponse à la présente demande et souhaitons qu'une date mutuellement acceptable puisse être fixée pour les consultations.